COMITE TECHNIQUE DE L'EAU

**COMPTE RENDU DE LA DEUXIEME SESSION DU COMITE
TECHNIQUE DE L'EAU**

Le Comité Technique de l'Eau s'est réuni le mardi 07 mars 2006 dans la salle de réunion de la Direction Générale de l'Inventaire des Ressources Hydrauliques, pour sa 2^{ème} session autour de l'ordre du jour suivant :

- 1) Exposé sur la stratégie nationale d'assainissement ;
- 2) Exposé sur les résultats de l'inventaire national des ouvrages hydrauliques ;
- 3) Echanges sur l'évolution du projet NOUMBIEL ;
- 4) Echanges sur la mise en place d'une police de l'eau au Burkina ;
- 5) Divers.

Prévue pour démarrer à 08h30, c'est aux environs de 09h00 que celle-ci a débuter sous la présidence Monsieur TINDANO Aïzo, représentant le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques président dudit comité. Il a d'entrée de jeu remercié les uns et les autres pour le déplacement, ce qui est le témoignage du grand intérêt qu'ils portent au Comité Technique de l'Eau. Il a ensuite présenté ses vœux au nom du Secrétaire Général, aux participants et procédé à la vérification des présences. Cela a permis de noter l'absence de deux membres excusés pour déplacement.

Après une présentation des participants l'ordre du jour a été adopté.

Avant tout propos le DGIRH, Secrétaire Permanent du CTE a justifiée la longue période morte (de novembre à février) liée au contexte politique électoral du pays et invité l'ensemble des membres du Comité à contribuer son animation en le saisissant sur des thèmes d'intérêt.

Le premier point de l'ordre du jour retenu était l'exposé sur la stratégie nationale d'assainissement. La présentation a été assurée par les consultants BERE Christian et KLUTSE Amah. Le contenu de cette présentation a porté sur l'Etat des Lieux et les Orientations Stratégiques en matière d'assainissement. Les échanges qui s'en sont suivis témoignent de l'intérêt accordé à la question. De ces interventions, on peut retenir de l'étude sa vision restrictive de l'assainissement qui n'intègre pas tous les aspects liés à la question. Il est donc apparu nécessaire de voir comment privilégier les débats en vue de privilégier l'unité d'action gouvernementale afin d'assurer le rôle régalien de l'Etat et éviter les redondances par une harmonisation des points de vue des différents ministères impliqués dans la gestion de la question d'assainissement. On peut retenir également la nécessité de prendre des mesures d'urgence au regard de l'acuité des problèmes afin d'éviter les catastrophes. Les problèmes de financement ont été évoqués étant attendu que les milieux les plus pauvres sont ceux qui ont le plus besoin d'assainissement.

De tous ces échanges, il ressort la nécessité d'une synergie, qui va impliquer les acteurs au niveau requis pour une meilleure prise en compte des différents aspects de l'assainissement. Il paraît donc judicieux de voir comment partir des sous secteurs au niveau des départements ministériels concernés pour aboutir à un document global de dimension nationale. Il est également ressorti que dans l'optique de l'unité de l'action gouvernementale la multiplicité des cadres de concertation est à éviter, mais plutôt renforcer ceux qui existent dans leur fonctionnalité.

Le deuxième point a concerné l'exposé fait par messieurs OUEDRAOGO François et TAPSOBA Aimé sur les résultats de l'inventaire national des ouvrages hydrauliques. L'objectif de ce point était d'informer le Comité des résultats obtenus et du dispositif d'actualisation des données qui sera mis en place. L'ensemble des membres a salué la réalisation de l'inventaire en ce sens qu'elle est une source d'information importante qui va aider à la prise de décision. Ils ont tous souhaité disposer des résultats quand ceux-ci auront été finalisés.

Les échanges sur l'évolution du projet NOUMBIEL ont constitué le troisième point de l'ordre du jour. La présentation faite par monsieur LIEHOUN Aly a permis de voir la nécessité qu'il y a pour le Burkina de disposer d'une source d'énergie interne importante, comme le propose le projet. Mais la réalisation de celui-ci reste confrontée à la difficile question de la gestion des eaux partagées avec le Ghana. Deux préoccupations majeures ont été soulevées à savoir la réactualisation de l'étude et la question de l'ancrage du projet au regard de sa spécificité liée à l'eau. Des discussions il est ressorti la nécessité de positionner le Projet NOUMBIEL au sein du ministère chargé de l'eau pour une plus grande efficacité dans son processus de mise en œuvre.

Le quatrième point de l'ordre du jour, a consisté en des échanges sur un projet de décret de la DGIRH visant la mise en place d'une police de l'eau au Burkina. Cette initiative a été salué par les membres comme pouvant véritablement aider à l'application de la réglementation existante. Sur ce point des questions de fond comme la compréhension de la police de l'eau, son fonctionnement, la nécessité de sa création, ses missions etc. et de forme ont été soulevés. Des amendements ont été porté au projet de décret dans le soucis d'une amélioration.

Le cinquième point des divers a permis au Secrétariat Permanent du CTE de présenter et offrir aux membres le recueil de textes juridiques d'application de la loi d'orientation relative à la gestion de l'eau.

Pour terminer le représentant du Secrétaire Général a remercié les participants pour le niveau élevé de débat et les a invité a rendre le Comité très vivant en le saisissant plus fréquemment avec des thèmes d'un grand intérêt comme ceux de la présente session. Il a ensuite levé la séance à 13h.

Secrétaire Permanent

Francis D. BOUGAIRE
Chevalier de l'Ordre National

Président de Séance

Aïzo TINDANO